

RCS : CUSSET Code greffe : 0301

Documents comptables

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

**Le greffier du tribunal de commerce de CUSSET atteste l'exactitude des informations
transmises ci-après**

Nature du document : Documents comptables (B-C)

Numéro de gestion : 2003 B 00019 Numéro SIREN : 444 977 474 Nom ou dénomination : YABE
--

Ce dépôt a été enregistré le 12/09/2018 sous le numéro de dépôt 2509

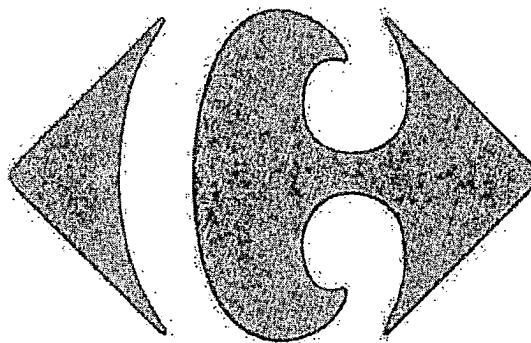
In Extenso

Dépôt n°	2509
12 SEP. 2018	
Greffé du Tribunal de commerce de Cusset	

GROUPE YABE

**Rue des peupliers
03300 CUSSET**

**Comptes Consolidés
Au 31/01/2018**



4

En notre qualité d'expert-Comptable, nous avons effectué une mission de présentation des comptes consolidés du GROUPE YABE relatifs à la période du 01 février 2017 au 31 janvier 2018 qui se caractérisent par les données suivantes :

	Montant en euros
Total bilan	17 034 514
Chiffre d'affaires	72 208 480
Résultat - Part du groupe	193 486

Nos diligences ont été réalisées conformément à la norme professionnelle du Conseil supérieur de l'Ordre des Experts comptables applicable à la mission de présentation de comptes qui ne constitue ni un audit ni un examen limité.

Sur la base de nos travaux, nous n'avons pas relevé d'éléments remettant en cause la cohérence et la vraisemblance des comptes annuels pris dans leur ensemble tels qu'ils sont joints.

Fait à Villeurbanne, le 12 juin 2018

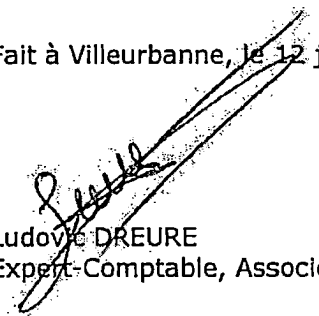

Ludovic DREURE
Expert-Comptable, Associé

Table des matières

États financiers	4
Compte de résultat consolidé	4
Bilan consolidé	4
Tableau de flux de trésorerie consolidé	6
Variations des capitaux propres	7
Méthodes et principes de consolidation	8
1. Principes généraux	8
2. Définition du périmètre de consolidation	8
3. Variation du périmètre de consolidation	8
4. Variation du périmètre de consolidation	8
5. Règles et méthodes comptables	9
Notes annexes sur les postes du bilan	11
1. Détail des écarts d'acquisition (goodwill)	11
2. Immobilisations corporelles et incorporelles	11
3. Immobilisations financières et titres mises en équivalence	13
4. Stocks et en-cours	14
5. Clients et comptes rattachés, autres créances et comptes de régularisation	15
6. Trésorerie nette	16
7. Provisions	16
8. Dettes financières	17
9. Fournisseurs et comptes rattachés, autres dettes et régularisation	18
Notes annexes sur les postes du compte de résultat	19
10. Chiffre d'affaires	19
11. Autres produits d'exploitation	19
12. Achats consommés	19
13. Charges externes	20
14. Impôts et taxes	20
15. Charges de personnel	20
16. Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions	21
17. Produits financiers	21
18. Charges financières	21
19. Produits exceptionnels	22
20. Charges exceptionnelles	22
21. Impôts sur les résultats et preuve d'impôts	23
Autres Informations	23
22. Effectifs	23
23. Engagements hors-bilan	23
24. Rémunérations des commissaires aux comptes	24
25. Rémunération des dirigeants	24
26. Événements postérieurs à la clôture	24

lp

États financiers

Compte de résultat consolidé

Libellé	2018	2017
Chiffre d'affaires	72 208 480	73 011 826
Autres produits d'exploitation	347 104	420 858
Produits d'exploitation	72 555 584	73 432 683
Achats consommés	(59 652 488)	(59 755 223)
Charges externes	(4 862 519)	(5 182 451)
Impôts et taxes	(807 189)	(842 330)
Charges de personnel	(6 341 664)	(6 212 652)
Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions	(678 459)	(701 949)
Charges d'exploitation	(72 342 300)	(72 694 605)
Résultat d'exploitation	213 284	738 078
Produits financiers	42 026	35 187
Charges financières	(35 592)	(32 473)
Résultat financier	6 432	2 715
Opérations en commun		
Résultat courant des entreprises intégrées	219 716	740 792
Produits exceptionnels	325 362	372 683
Charges exceptionnelles	(274 136)	(36 457)
Résultat exceptionnel	51 225	336 226
Impôts sur les résultats	(61 931)	(282 424)
Résultat net des entreprises intégrées	209 054	794 594
Dotations aux dépr. des écarts d'acquisition (impairment)		
Dotations aux amortissements des écarts d'acquisition		
Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence		
Résultat net de l'ensemble consolidé	209 054	794 594
Intérêts minoritaires	15 568	149 780
Résultat net (part du groupe)	193 486	644 814
Résultat par action		
Résultat dilué par action		

Bilan consolidé

Libellé	2018.01	2017.01
Capital souscrit non appelé		
Ecart d'acquisition	1643 777	1643 777
Immobilisations incorporelles	3 500	5 880
Immobilisations corporelles	2 990 738	3 035 406
Immobilisations financières	300 089	293 989
Titres mis en équivalence		
Actif immobilisé	4 938 102	4 979 052
Stocks et en-cours	4 588 332	4 706 727
Clients et comptes rattachés	692 632	912 915
Impôts différés - actif	491 242	402 586
Autres créances et comptes de régularisation	4 885 172	2 982 224
Valeurs mobilières de placement	1 000 000	1 000 000
Disponibilités	429 035	940 930
Actif circulant	12 096 413	10 945 382
Total Actif	17 034 514	15 924 434
Capital	103 000	103 000
Primes liées au capital		
Ecart de réévaluation		
Réserves (part du groupe)	2 691 635	2 245 421
Résultat net (Part du groupe)	13 486	644 815
Capitaux propres (Part du groupe)	2 988 121	2 993 236
Intérêts minoritaires	1 447 697	1 583 362
Autres fonds propres		(0)
Total des capitaux propres	4 435 819	4 576 598
Ecart d'acquisition passif		
Provisions pour risques et charges	379 004	346 596
Impôts différés - passif	48 666	2 507
Provisions et impôts différés	427 671	349 103
Dettes financières	1 729 841	1 215 614
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	7 233 984	6 454 867
Autres dettes et comptes de régularisation	3 207 211	3 328 252
Dettes	12 170 725	10 998 733
Total Passif	17 034 514	15 924 434

4p

Tableau de flux de trésorerie consolidé

Libellé	2018.01	2017.01
Résultat net total des entités consolidées	(209 054)	794 594
Dotations / Reprises aux amortissements, prov. et dépréciations	634 210	616 686
Variation de l'impôt différé	(42 160)	25 249
Eléments calculés ou gains/pertes liés aux var. de juste valeur	(18 640)	(81 850)
Élimination des plus ou moins values de cessions d'actifs		
Élimination de la quote-part de résultat des sociétés MEE		
Marge brute d'auto-financement	782 465	1 354 678
Dividendes reçus des mises en équivalence		
Variation du BFR lié à l'activité (provisions incluses)	(943 308)	(952 713)
FLUX NET DE TRÉSORERIE GÉNÈRE PAR L'EXPLOITATION (I)	(160 843)	401 965
Acquisitions d'immobilisations	(498 409)	(344 669)
Cessions d'immobilisations	58 200	10 180
Réduction des autres immobilisations financières		
Incidence des variations de périmètre		
Variation nette des placements à court terme		
Opérations Intérêts Haut de Bilan		
FLUX NET DE TRÉSORERIE GÉNÈRE PAR L'INVESTISSEMENT (II)	(442 209)	(242 819)
Émissions d'emprunts	500 358	48
Remboursements d'emprunts	(249 065)	(231 122)
Dividendes versés des filiales	(150 000)	
Dividendes reçus/versés de la société mère	(199 869)	(200 000)
Augmentations / réductions de capital		
Cessions (acq.) nettes d'actions propres		
Variation nette des concours bancaires		
FLUX NET DE TRESO. GÉNÈRE PAR LES OPERATIONS DE FINANCEMENT (III)	(98 578)	(431 074)
Variation de change sur la trésorerie (IV)		
Variation de change sur autres postes du bilan		
INCIDENCE DES VARIATIONS DE CHANGÉ		
VARIATION DE FLUX TRÉSORERIE (I + II + III + IV)	(701 628)	(271 928)
Trésorerie : ouverture	1 878 136	2 150 064
Trésorerie : ouverture	1 878 136	2 150 064
Trésorerie : cor. à-nouv. / reclass. / Chg méthode/ Juste valeur		
Trésorerie : clôture	1 176 509	1 878 136

Variations des capitaux propres

Libellé	Capital	Primes liées au capital	Réserves	Auto-contrôle	Réserves de conversion groupe	Résultat net (Part du groupe)	Capitaux propres (Part du groupe)
2016.01	103 000		1 722 418			723 003	2 548 421
Affectation du résultat N-1			723 003			(723 003)	
Distribution/ brut versé			(200 000)				(200 000)
Var. de capital en numéraire et souscrip							
Résultat						644 815	644 815
Autres augmentations, diminutions							
Reclass, restruct., chang. de méth.							
Ecart de conv. - Effet de change							
Variations de périmètre							
Autres							
2017.01	103 000		2 245 421			644 815	2 993 236
Affectation du résultat N-1			644 815			(644 815)	
Distribution/ brut versé			(199 869)				(199 869)
Var. de capital en numéraire et souscrip							
Résultat						193 486	193 486
Autres augmentations, diminutions							
Reclass, restruct., chang. de méth.							
Ecart de conv. - Effet de change							
Variations de périmètre							
Autres			1268				1268
2018.01	103 000		2 691 635			193 486	2 988 121

LP

Méthodes et principes de consolidation

1. Principes généraux

Les comptes consolidés du groupe sont établis suivant les principes comptables français édictés par la loi n°85.11 du 3 janvier 1985 et son décret d'application n°86.221 du 17 février 1986, ainsi que par le règlement du CRC n° 99-02 du 22 juin 1999, modifié par le règlement du CRC n° 2005-10 du 3 novembre 2005.

L'exercice clos 31/01/2018 a une durée de 12 mois, comme celui clos le 31/01/2017.

La date de clôture des comptes individuels de l'entreprise consolidante est identique à celles des entreprises consolidées.

Les comptes consolidés sont présentés en euros.

2. Définition du périmètre de consolidation

Les sociétés dans lesquelles le Groupe dispose, directement ou indirectement, du contrôle exclusif sont consolidées selon la méthode de l'intégration globale.

Les sociétés dans lesquelles le Groupe exerce, directement ou indirectement, un contrôle conjoint sont consolidées par intégration proportionnelle.

Les sociétés dans lesquelles le Groupe exerce, directement ou indirectement, une influence notable sont consolidées par mise en équivalence.

Les sociétés jugées non significatives sur les critères de chiffre d'affaires, de résultat net et de total du bilan, dont le développement prévisible est limité et dont l'activité n'est pas en synergie avec le Groupe ne sont pas consolidées.

Toutes sont intégrées globalement.

3. Variation du périmètre de consolidation

Aucune variation de périmètre significative n'a eu lieu au cours de l'exercice.

	Adresse	N° SIREN	% d'intérêt	% de contrôle	Méthode de consolidation
YABE	Rue des peupliers - 03300 CUSSET	444 977 474	100,00%	100%	Société mère
CEVEDE	Rue des peupliers - 03300 CUSSET	387 622 327	50,04%	100%	Intégration globale
GAB03	Rue des peupliers - 03300 CUSSET	804 678 845	100,00%	100%	Intégration globale
PELOPE	Rue des peupliers - 03300 CUSSET	491 675 799	49,91%	100%	Intégration globale

La société BAYA nouvellement créée et sans activité sur l'exercice n'a pas été intégrée.

4. Variation du périmètre de consolidation

Écarts d'acquisition : l'écart d'acquisition déterminé lors de la première consolidation d'une société correspond à la différence entre le coût d'acquisition des titres et la quote-part de capitaux propres retraités de la société à la date de prise de contrôle.

Écarts d'acquisition positifs : un écart d'acquisition positif représente l'excédent entre le coût d'acquisition et la quote-part de l'entreprise acquéreuse dans l'évaluation totale des actifs et passifs identifiés à la date d'acquisition. Les écarts d'acquisition positifs sont inscrits à l'actif dans le poste « Écarts d'acquisition ».

Suite à la modification du traitement comptable des écarts d'acquisition (règlement 2015-07 de l'ANC), les parts de marché constatées au 31 janvier 2016 ont été reclassées en écart d'acquisition à l'ouverture de l'exercice 2017. La valeur actuelle au 31/01/2018 a été appréciée en fonction de sa valeur vénale en se référant aux règles spécifiques du secteur. Compte tenu de cette valeur, aucune dépréciation n'est à comptabiliser à la clôture de l'exercice.

5. Règles et méthodes comptables

Les comptes ont été arrêtés par le Président. Ils sont établis dans la perspective de la continuité d'exploitation et le principe de permanence des méthodes comptables a été respecté.

Immobilisations incorporelles

Ce poste d'actif comprend les logiciels du groupe.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition ou à leur coût de production. Les intérêts des emprunts spécifiques à la production d'immobilisations ne sont pas inclus dans le coût de production de ces immobilisations.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire ou dégressif en fonction de la durée de vie prévue, et du type d'utilisation.

Immobilisations financières

Elles comprennent principalement des prêts, cautionnements et autres créances, ainsi que des titres de participation non consolidés. Une dépréciation est constituée si leur valeur d'utilité pour le Groupe devient inférieure à leur valeur comptable.

Les titres de participation sont inscrits au bilan à leur coût d'acquisition. Cette valeur est comparée en fin de période à la valeur d'usage de ces mêmes titres après prise en compte de la quote-part de capitaux propres correspondant à la participation, des perspectives de rentabilité, de la position sur le marché et, le cas échéant, de leur valeur en bourse.

Stocks

Les stocks de marchandises sont évalués suivant les catégories auxquelles ils se rattachent, soit au dernier prix de réapprovisionnement, soit au prix de vente diminué de la marge moyenne afférente au rayon auquel ils appartiennent.

Compte tenu de la rotation rapide des stocks, l'utilisation du dernier prix de réapprovisionnement n'est pas de nature à conduire à une évaluation très différente de celle qui résulterait de l'application du prix moyen pondéré, ou du « premier entré, premier sorti ».

Des provisions pour dépréciation des stocks sont constituées en vue de tenir compte de la différence entre leur valeur probable et celle ressortant des méthodes décrites ci-dessus.

Créances clients et autres créances

Les actifs circulants sont comptabilisés à leur valeur nominale. Une provision est constituée lorsqu'une perte apparaît comme probable ; la charge est considérée comme normale et courante à l'exception de dépréciations qui présentent un caractère exceptionnel du fait de leur contexte ou de leur montant.

Subventions d'investissements

Les subventions d'investissement sont comptabilisées en comptes de régularisation.

Contrats de location financement

Le groupe applique la méthode préférentielle prévue dans le règlement 99-02 (paragraphe 300) du comité de la réglementation comptable. Les contrats de location financement dont le montant est jugé significatif sont retraités selon les modalités identiques à une acquisition à crédit pour leur valeur d'origine. Les amortissements sont conformes aux méthodes et taux précités et l'incidence fiscale de ce

retraitement est prise en compte. Par opposition aux contrats de location financement, les contrats de location simple sont constatés au compte de résultat sous forme de loyers.

Impôts différés

Le Groupe constate les impôts différés selon la méthode du report variable sur les différences entre valeurs comptables et fiscales des actifs et passifs du bilan. Les impôts différés, comptabilisés au taux d'impôt applicable à la date d'arrêté des comptes, sont ajustés pour tenir compte de l'incidence des changements de la législation fiscale française et des taux d'imposition en vigueur.

Des impôts différés actif sont constatés au titre des différences temporelles déductibles, des pertes fiscales et des reports déficitaires. Un actif d'impôt différé afférant à des reports déficitaires est constaté lorsqu'il est probable que l'entité fiscale concernée pourra les récupérer grâce à l'existence d'un bénéfice imposable attendu.

Les impôts différés sont inscrits à l'actif ou au passif en position nette par entité fiscale.

Provisions pour risques et charges

Une provision est comptabilisée dès lors qu'il existe à l'encontre de la société une obligation (légale, réglementaire ou contractuelle) résultant d'événements antérieurs, lorsqu'il est probable ou certain qu'elle engendrera une sortie de ressources sans contrepartie au moins équivalente, et que le montant peut être évalué de façon fiable.

Le montant constaté en provision représente la meilleure estimation du risque à la date d'établissement du bilan consolidé. Les provisions sont présentées à leur valeur nominale non actualisée.

Engagements de retraite

Le groupe a opté pour la méthode préférentielle du règlement 99-02, consistant à comptabiliser ses passifs sociaux en provisions pour charges.

Le calcul des engagements a été déterminé sur la base des hypothèses suivantes :

- Convention collective :	Commerce à prédominance alimentaire
- Méthode de calcul choisie :	Méthode rétrospective prorata temporis
- Population retenue :	Tous les salariés en contrat à durée indéterminée au
31 janvier 2017	
- Table de mortalité retenue :	TV 88/90
- Taux d'actualisation :	2,5 %
- Taux de croissance des salaires	1%
- Age minimal de départ à la retraite :	65 ans

Information sectorielle

Le groupe réalise l'intégralité de son chiffre d'affaires en France, dans un contexte de confidentialité la direction du groupe ne souhaite pas communiquer sur la ventilation de son résultat d'exploitation par rayon.

Notes annexes sur les postes du bilan

1. Détail des écarts d'acquisition (goodwill)

Libellé	Ouverture	Clôture	Entrées de périmètre	Sorties de périmètre	Dotation	Ecart de conversion	Variations de périmètre	Autres variations
Ecart d'acquisition	1 880 923	1 880 923						
Amortissements des écarts d'acquisition	(237 146)	(237 146)						
Dépréciations des écarts d'acquisition								
Valeur nette	1 643 777	1 643 777						
Ecart d'acquisition - passif								
Reprise - écart d'acquisition -								
Valeur nette								

2. Immobilisations corporelles et incorporelles

Le détail des valeurs brutes s'établit selon le tableau suivant :

Libellé	Ouverture	Clôture	Augmentation (Inv,Emp)	Diminution (Cess, Remb.)	Ecart de conversion	Variation de périmètre	Autres variations
Frais d'établissement							
Frais de développement							
Concessions, brevets et droits similaires, brevets, licences	51 006	51 006					
Droit au bail							
Fonds commercial	0	0					
Autres immobilisations incorporelles							
Immobilisations incorporelles en cours							
Avances et acomptes s/immo. incorp.							
Immobilisations incorporelles	51 007	51 007					
Terrains	188 913	188 913					
Agencements et aménagements de terrains							
Constructions	3 342 350	3 356 104	13 754				
Constructions sur sol d'autrui							
Installations techniques, matériel & outillage	1 248 831	1 275 057	27 369	(1 143)			
Autres immobilisations corporelles	3 746 609	4 242 030	478 188	(55 767)			73 000
Immobilisations corporelles en cours							
Avances et acomptes s/immo. corp.							
Immobilisations corporelles	8 526 703	9 062 104	519 311	(56 910)			73 000
Immobilisations corporelles et incorporelles	8 577 710	9 113 110	519 311	(56 910)			73 000
Dont immobilisations en crédit-bail :							
Immobilisations incorporelles							
Immobilisations corporelles	108 855	181 855					

4p

Le détail des amortissements s'établit selon le tableau suivant :

Libellé	Ouverture	Clôture	Dotation	Diminution (Cess. Remb.)	Ecart de conversion	Variation de périmètre	Autres variations
Frais d'établissement							
Frais de développement							
Concessions, brevets et droits similaires, brevets, licences	(45 126)	(47 506)	(2 380)				
Droit au bail							
Fonds commercial							
Autres immobilisations incorporelles							
Amortissements des immobilisations Incorporelles	(45 126)	(47 506)	(2 380)				
Agencements et aménagements de terrains							
Constructions	(1 714 228)	(1 953 391)	(239 162)				
Constructions sur sol d'autrui							
Installations techniques, matériel & outillage	(984 633)	(1 066 752)	(83 262)	1 143			
Autres immobilisations incorporelles	(2 792 436)	(3 051 220)	(276 997)	18 207			
Ecart d'acquisition							
Amortissements des immobilisations corporelles	(5 491 297)	(6 071 368)	(599 421)	19 350			
Amortissements sur actif immobilisé	(5 536 423)	(6 118 873)	(601 801)	19 350			
<i>Dont Immobilisations en crédit-bail :</i>							
Amortissements des immobilisations incorporelles							
Amortissements des immobilisations corporelles	(6 048)	(31 469)					

La synthèse des immobilisations corporelles et incorporelles est la suivante :

Immobilisations corporelles				
Libellé	Brut	Amortissements	Dépréciations	Net
Ouverture	8 526 703	(5 491 297)		3 035 406
Augmentation (Inv,Emp)	519 311			519 311
Dotation		(599 421)		(599 421)
Diminution (Cess, Remb.)	(56 910)	19 350		(37 560)
Reprise				
Autres variations				
Effet de change et réévaluation				
Variations de périmètre				
Clôture	9 062 104	(6 071 368)		2 990 736

Immobilisations incorporelles				
Libellé	Brut	Amortissements	Dépréciations	Net
Ouverture	51 007	(45 126)		5 880
Augmentation (Inv,Emp)				
Dotation		(2 380)		(2 380)
Diminution (Cess, Remb.)				
Reprise				
Autres variations				
Effet de change et réévaluation				
Variations de périmètre				
Clôture	51 007	(47 506)		3 500

3. Immobilisations financières et titres mises en équivalence

Le détail des valeurs brutes s'établit selon le tableau suivant :

Libellé	Ouverture	Clôture	Augmentation (Inv,Emp)	Diminution (Cess, Remb.)	Variation de la Situation nette MEE	Ecart de conversion	Variations de périmètre	Autres variations
Titres de participation	490	6 490	6 000					
Dividendes à recevoir								
Créances rattachées à des participation								
Intérêts courus sur créances et prêts								
Titres immobilisés	4 900	4 900						
Actions propres								
Prêts, cautionnements et autres créances	288 599	288 699	100					
Vers. restant à effectuer sur titres								
Immobilisations financières	293 989	300 089	6 100					
Titres mis en équivalence								
Actifs financiers	293 989	300 089	6 100					

75

La synthèse des immobilisations financière est la suivante :

Libellé	Immobilisations financières		
	Brut	Provisions	Net
Ouverture	293 989		293 989
Augmentation (Inv,Emp)	6 100		6 100
Dotations			
Diminution (Cess, Remb.)			
Reprise			
Autres variations			
Effet de change et réévaluation			
Variations de périmètre			
Clôture	300 089		300 089

Les créances immobilisées se décomposent par nature et par échéance comme suit :

Libellé	Clôture	< 1 an	1 an <= 2 ans	2 ans <= 3 ans	3 ans <= 4 ans	4 ans <= 5 ans	Au-delà
Créances rattachées à des participations							
Intérêts courus sur créances et prêts							
Prêts							
Dépôts et cautionnements versés	288 699						288 699
Autres créances immobilisées							
Prêts, cautionnements et autres créances							
Créances - Actif immobilisé	288 699						288 699

4. Stocks et en-cours

Libellé	Clôture			Ouverture	Net
	Brut	Dépréciations	Net	Brut	Net
Stocks M, fournitures et aut. Approvisionnements	19 855		19 855	1 744	1 744
En-cours de biens					
En-cours de services					
Produits intermédiaires finis					
Stocks de marchandises	4 568 478		4 568 478	4 704 983	4 704 983
Stocks et en-cours	4 588 332		4 588 332	4 706 727	4 706 727

5. Clients et comptes rattachés, autres créances et comptes de régularisation

Libellé	clôture		
	Brute	Provisions	Net
Clients et comptes rattachés	750 099	(57 467)	692 632
Avances et acomptes versés sur commandes	1323 232		1323 232
Créances sur personnel & org. Sociaux	11 000		11 000
Créances fiscales hors IS	1355 849		1355 849
Créances liées à l'intégration fiscale			
Etat, impôt sur les bénéfices	688 548		688 548
Comptes courants	611 821		611 821
Actionnaires : capital appelé non versé			
Créances sur cessions d'actifs			
Autres créances	759 403		759 403
Produits à recev. (Quote part rés. SNC)			
Intérêts courus sur créances			
Charges à répartir			
Primes sur obligations			
Ecart de conversion - actif			
Charges constatées d'avance	145 319		145 319
Autres créances et comptes de régularisation	5 645 271	(57 467)	5 587 804

Les clients et comptes rattachés, les autres créances et les comptes de régularisation se décomposent par nature et par échéance comme suit :

Libellé	Total	< 1 an	1 an < 2 ans	2 ans < 3 ans	3 ans < 4 ans	4 ans < 5 ans	Au-delà
Clients et comptes rattachés	750 099	750 099					
Avances et acomptes versés sur	1 323 232	1 323 232					
Créances sur personnel & org. Sociaux	11 000	11 000					
Créances fiscales hors IS	1 355 849	1 355 849					
Créances liées à l'intégration fiscale							
Etat, impôt sur les bénéfices	688 548	688 548					
Comptes courants	611 821	611 821					
Actionnaires : capital appelé non versé							
Créances sur cessions d'actifs							
Autres créances	759 403	759 403					
Produits à recev. (Quote part rés. SNC)							
Intérêts courus sur créances							
Charges constatées d'avance	145 319	147 842					
Autres créances et comptes de	4 895 173	8 324 317					
Actif circulant	5 645 271	9 074 416					

lp

6. Trésorerie nette

Libellé	Ouverture	Clôture
Trésorerie active nette	940 930	429 033
VMP - Equivalents de trésorerie		
Disponibilités	939 232	426 749
Intérêts courus non échus s/ djspo.	1 698	2 286
Dépréciations sur VMP - Equivalents de trésorerie		
Trésorerie passive	61 151	252 395
Concours bancaires (trésorerie passive)	61 151	252 395
Trésorerie à court terme	879 779	176 640
Placements à court terme	1 000 000	1 000 000
VMP - Autres placements	1 000 000	1 000 000
Intérêts courus non échus s/ VMP		
Actions propres		
Actions propres		
Trésorerie passive assimilée une dette	1 642	131
Concours bancaires (dettes)	1 642	131
Intérêts courus non échus - passif		
Trésorerie à long terme	998 358	999 869
Trésorerie nette	1 878 137	1 176 509

7. Provisions

Libellé	Ouverture	Clôture	Dotation	Reprise	Ecart de conversion	Variations de périmètre	Autres variations
Litiges							
Garanties							
Pertes de change							
Pertes sur contrats							
Autres risques	1 000	26 253	26 253	(15 000)			
Pensions et retraites	328 656	347 912	20 127	(871)			
Restructurations							
Autres charges	2 940	4 839	1899				
Impôts différés	2 507	48 868					46 459
Provisions et impôts différés	349 103	427 971	48 279	(15 871)			46 459

8. Dettes financières

Libellé	Ouverture	Clôture	Augmentation (Inv.Emp)	Diminution (Cess. Remb.)	Ecart de conversion	Variation de périmètre	Autres variations
Emprunts obligataire							
Emprunts auprès établis. de crédit	1 142 668	1 466 754	500 000	(248 914)			73 000
Dépôts et cautionnements reçus	8 436	8 301		(135)			
Emission titres part. & av. de l'Etat							
Autres emprunts et dettes assimilées							
Intérêts courus sur emprunts	1 717	2 059	358	(16)			
Dettes rattachées à des participations							
Concours bancaires	62 793	252 527					189 734
Intérêts courus non échus - passif							
Dettes financières	1 215 614	1 729 641	500 358	(249 065)			262 734
<i>Dont immobilisations en crédit-bail :</i>							
Dettes financières	101 729	155 244					

Les dettes financières se décomposent par nature et par échéance comme suit :

Libellé	Clôture	< 1 an	1 an<<2 ans	2 ans<<3 ans	3 ans<<4 ans	4 ans<<5 ans	Au-delà
Emprunts obligataire							
Emprunts auprès établis. de crédit	1 466 754	310 089	1 058 098		69 628	28 939	
Dépôts et cautionnements reçus	8 301	8 301					
Emission titres part. & av. de l'Etat							
Autres emprunts et dettes assimilées							
Intérêts courus sur emprunts	2 059	2 059					
Dettes rattachées à des participations							
Concours bancaires	252 527	252 527					
Intérêts courus non échus - passif							
Dettes financières	1 729 641	572 976	1 058 098		69 628	28 939	

64

9. Fournisseurs et comptes rattachés, autres dettes et régularisation

Libellé	Ouverture	Clôture
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	6 454 867	7 233 964
Avances, acomptes reçus sur commandes		180
Dettes sociales	1217 684	1216 508
Dettes fiscales (hors IS)	720 219	813 814
Dettes liées à l'intégration fiscale		
Etat - impôts sur les bénéfices		
Comptes courants	203 364	169 363
Dettes s/ acquis. d'actifs	41860	68 862
Dividendes à payer		
Autres dettes	19 302	22 801
Charges à payer (Quote part pertes SNC)		
Intérêts courus sur dettes		
Ecart de conversion passif		
Produits constatés d'avance	125 824	95 613
Autres dettes et comptes de régularisation	3 328 252	3 207 121
Total	9 783 119	10 441 084

Les fournisseurs et comptes rattachés, les autres dettes et compte de régularisation se décomposent par nature et par échéance comme suit :

Libellé	Clôture	< 1 an	1 an <= 2 ans	2 ans <= 3 ans	3 ans <= 4 ans	4 ans <= 5 ans	Au-delà
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	7 233 964	7 233 964					
Avances, acomptes reçus sur commandes	180	160					
Dettes sociales	1 216 508	1 216 508					
Dettes fiscales (hors IS)	813 814	813 814					
Dettes liées à l'intégration fiscale							
Etat - impôts sur les bénéfices							
Comptes courants groupe	169 363	169 363					
Dettes s/ acquis. d'actif	68 862	68 862					
Dividendes à payer							
Autres dettes	22 801	22 801					
Charges à payer (Quote part pertes SNC)							
Intérêts courus sur dettes							
Produits constatés d'avance	95 613	33 333					
Autres dettes et comptes de régularisation	3 207 121	2 324 841					
Total	10 441 084	9 558 805					

In Extenso

Notes annexes sur les postes du compte de résultat

10. Chiffre d'affaires

Libellé	2018	2017
Ventes de marchandises	65 300 259	65 845 761
Production vendue de biens	1 524 420	1 610 710
Production vendue de services	5 217 031	5 421 423
Produits des activités annexes	535 407	510 294
Ventes et Production intra-groupe		
Rabais, remises et ristournes accordés	(368 635)	(376 363)
Chiffre d'affaires	72 208 480	73 011 826

11. Autres produits d'exploitation

Libellé	2018	2017
Production stockée		
Production immobilisée		
Subventions d'exploitation	27 010	23 086
Rep./Amt. & Dépr. Immo. Incorporelles		
Rep./Amt. & Dépr. Immo. corporelles		24 738
Reprise sur provisions d'exploitation		
Rep./Prov. engagements de retraite	871	5 559
Rep./Dépr. sur actif circulant	54 968	61 590
Transferts de charges d'exploitation	237 783	294 923
Autres produits	28 474	10 961
Autres produits d'exploitation	347 104	420 858

12. Achats consommés

Libellé	2018	2017
Achats de marchandises	(57 722 634)	(58 386 148)
Achats d'études et prestations de services		
Autres achats		
Achats intra-groupe		
Achats non stockés de matières et fournitures	(614 556)	(594 490)
Variation stocks de marchandises	(118 197)	511 799
Achat m.p., fourniture & aut. appro.	(1 198 882)	(1 286 781)
Var. stocks mp, fourniture & autres appro.	(198)	397
Achats consommés	(59 652 468)	(59 755 223)

lp

13. Charges externes

Libellé	2018	2017
Sous-traitance	(44 156)	(44 999)
Redevances de crédit-bail	(1)	(0)
Locations immobilières et charges locatives	(1 897 788)	(2 116 328)
Locations mobilières et charges locatives	(170 209)	(170 223)
Entretien et réparations	(443 892)	(459 929)
Primes d'assurances	(83 855)	(80 071)
Autres services extérieurs	(12 241)	(10 297)
Redevances		400
Personnel détaché et intérimaire	(52 901)	(59 078)
Rémun. d'intermédiaires & honoraires	(206 219)	(210 368)
Publicité, publications, relations publiques	(1 138 613)	(1 134 038)
Transport	(36 706)	(41 007)
Déplacements, missions et réceptions	(35 888)	(52 481)
Frais postaux et frais de télécommunications	(94 517)	(88 990)
Frais bancaires	(155 657)	(162 576)
Autres charges externes	(427 258)	(447 902)
Autres charges	(82 617)	(104 564)
Charges externes	(4 862 519)	(5 182 451)

14. Impôts et taxes

Libellé	2018	2017
Impôts et taxes sur rémunérations	(105 322)	(103 686)
Autres impôts et taxes	(701 866)	(738 644)
Impôts et taxes	(807 189)	(842 330)

15. Charges de personnel

Libellé	2018	2017
Rémunérations du personnel	(5 013 606)	(4 856 485)
Charges de sécurité soc. et de prévoy.	(1 634 176)	(1 634 356)
Autres charges de personnel	306 118	278 188
Participation des salariés		
Charges de personnel	(6 341 664)	(6 212 652)

16. Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions

Libellé	2018	2017
Dot./Amt. & Dépr. sur immo. incorporelles	(2 521)	(3 852)
Dot./Amt. & Dépr. sur immo. corporelles	(599 280)	(637 050)
Dot./Amt. charges à répartir		
Dot. aux provisions d'exploitation		
Dot/Prov. engagements de retraite	(20 127)	(6 081)
Dotations pour dépr. des actifs circulants	(56 531)	(54 966)
Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions	(678 459)	(701 949)

17. Produits financiers

Libellé	2018	2017
Dividende		
Revenus des créances rattachées à des participations		
Produits sur créances et VMP		
Rep. sur provisions à caractère financier		
Rep./Dépr. sur actifs financiers		
Reprise sur dépréciation titres - groupe		
Transfert de charges financières		
Gain de change		
Produits nets sur cession de VMP		
Autres produits financiers	42 026	35 187
Incidence de juste valeur (produits)		
Produits financiers	42 026	35 187

18. Charges financières

Libellé	2018	2017
Charges d'intérêts	(32 956)	(42 844)
Pertes sur créances financières et VMP		
Perte de change		
Autres charges financières	(2 636)	10 371
Incidence de juste valeur (charges)		
Dot./Amt. primes de remb. des obligations		
Dot. aux provisions à caractère financier		
Dot. dépr. sur actifs financiers		
Dotations pour dépréciation titres - groupe		
Charges financières	(35 592)	(32 473)

19. Produits exceptionnels

Libellé	2018	2017
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	7 173	47 289
Produits excep. s/ exercices antérieurs	3 444	
Produits de cession d'immo. incorp.	51 000	
Produits de cession d'immo. corp.	5 200	81 850
Produit de cession de titres		
Autres produits de cession		
Subv. invest. virées au résultat, de l'ex.	243 544	243 544
Autres produits exceptionnels		
Produits de fusion		
Incidence des changements de méthode et juste valeur		
Bonif. provenant du rachat d'actions propres		
Rep. sur provisions réglementées		
Rep. sur provisions à caractère exceptionnel	15 000	
Rep. excep. dépr. Immo. Fin. (impairment)		
Rep. excep. Dépr. actif circulant		
Reprises sur dépréciations exceptionnelles		
Transfert de charges exceptionnelles		
Produits exceptionnels	325 362	372 683

20. Charges exceptionnelles

Libellé	2018	2017
Charges exceptionnelles sur opération de gestion	(32 868)	(36 456)
Charges excep. sur exercices antérieurs	(175 510)	
VNC des titres conso cédés		
VNC des immo. incorp. cédées		
VNC des immo. corp. cédées	(37 561)	
VNC des titres cédés		
+/- value de consolidation		
VNC d'autres éléments d'actif cédés		
Autres charges exceptionnelles		
Charges de fusion		
Incidence des changements de méthode		
Mali provenant du rachat d'actions propres		
Dotations aux amortissements exceptionnels des immobilisations		1 516
Dotations aux provisions réglementées		
Dot. aux provisions à caractère exceptionnel	(28 152)	(1 517)
Dot. excep. dépr. immo. fin. (impairment)		
Dot. excep. Dépr. actif circulant		
Dotations pour dépréciations exceptionnelles		
Charges exceptionnelles	(274 091)	(36 457)

21. Impôts sur les résultats et preuve d'impôts

Libellé	2018	2017
Impôt sur les bénéfices	(104 091)	(257 178)
Produit ou ch. d'impôt lié à l'intégration fiscale		
Impôts différés	42 160	(25 246)
Carry-back		
Charges d'impôts	(61 931)	(282 424)

La preuve d'impôts se décompose comme suit :

Résultat avant amort/prov sur écarts d'acq, impôts et résultat des MEE	270 986
Taux d'impôt de l'entité consolidante	33,33%
Impôt théorique	(90 329)
Effets des différences de base	83 352
ID sur écritures manuelles non fiscalisées	
Effets des différences de taux	12 710
Crédits d'impôt et autres dispositions fiscales particulières	(18 262)
Effets des déficits non activés	
Ecritures manuelles sur Impôt	(49 403)
CHARGE D'IMPOT THEORIQUE	(61 932)
CHARGE D'IMPOT REELLE	(61 931)
ECART	(0)
Taux effectif d'impôt	22,85%

Autres Informations

22. Effectifs

Libellé	2018.1	2017.1
Effectif moyen total	216	247

23. Engagements hors-bilan

Libellé	Clôture
Eng. donnés - Cautions bancaires, garanties et avals donnés	500 000
Eng. donnés - Hypothèques et nantissements de fonds de commerce	728 826
Engagements hors bilan donnés	1 228 826

40

24. Rémunérations des commissaires aux comptes

Libellé	2018.1	2017.1
Rémunérations des commissaires aux comptes	25 090	20 840

25. Rémunération des dirigeants

Cette information conduisant à indiquer des rémunérations individuelles n'est pas communiquée.

26. Evénements postérieurs à la clôture

Néant



SAS YABE

Rapport du Commissaire aux Comptes sur les comptes consolidés

Exercice clos le 31 Janvier 2018

SAS YABE

S.A.S. au capital de 103 000 Euros
Siège social : Rue des Peupliers

03300 - CUSSET

444 977 474 R.C.S. CUSSET

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES CONSOLIDES

EXERCICE CLOS LE 31 JANVIER 2018

A l'assemblée générale de la S.A.S YABE.

1°) OPINION SUR LES COMPTES CONSOLIDES :

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes consolidés de la société S.A.S YABE relatifs à l'exercice clos le 31 Janvier 2018, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes consolidés sont, au regard du référentiel applicable, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine, à la fin de l'exercice, de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

2°) FONDEMENT DE L'OPINION :

REFERENTIEL D'AUDIT

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés » du présent rapport.

INDEPENDANCE

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1er Février 2017 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

3°) JUSTIFICATION DES APPRECIATIONS :

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel ont été les plus importantes pour l'audit des comptes consolidés de l'exercice.

Nos contrôles ont essentiellement porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, notamment pour ce qui concerne les opérations entre les sociétés du groupe. Nous nous sommes assurés de leur annulation et du bon retraitement de leur impact sur le résultat et dans le bilan consolidé.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes consolidés pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes consolidés pris isolément.

4°) VERIFICATION DES INFORMATIONS RELATIVES AU GROUPE DONNEES DANS LE RAPPORT DE GESTION :

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, à la vérification spécifique prévue par la loi des informations relatives au groupe, données dans le rapport de gestion du président.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

5°) RESPONSABILITES DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE RELATIVES AUX COMPTES CONSOLIDES :

Il appartient à la direction d'établir des comptes consolidés présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes consolidés ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes consolidés, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par l'assemblée générale.

6°) RESPONSABILITES DU COMMISSAIRE AUX COMPTES RELATIVES A L'AUDIT DES COMPTES CONSOLIDES :

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes consolidés. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société **Erreur ! Signet non défini.**
Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- Il identifie et évalue les risques que les comptes consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- Il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes consolidés ;
- Il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- Il apprécie la présentation d'ensemble des comptes consolidés et évalue si les comptes consolidés reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle ;
- Concernant l'information financière des personnes ou entités comprises dans le périmètre de consolidation, il collecte des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour exprimer une opinion sur les comptes consolidés. Il est responsable de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit des comptes consolidés ainsi que de l'opinion exprimée sur ces comptes.

BELLERIVE SUR ALLIER, le 10 Juillet 2018

Pour la SARL ACCORE - Le gérant
Olivier JOANNET
Commissaire aux comptes,

Pour la SARL SOGAREC - Le gérant
Céline CLAYON
Commissaire aux comptes,

GROUPE YABE

Rue des peupliers
03300 CUSSET

Table des matières

États financiers	3
Compte de résultat consolidé	3
Bilan consolidé	3
Tableau de flux de trésorerie consolidé	5
Variations des capitaux propres	6
Méthodes et principes de consolidation	7
1. Principes généraux	7
2. Définition du périmètre de consolidation	7
3. Variation du périmètre de consolidation	7
4. Ecart d'acquisition	7
5. Règles et méthodes comptables	8
Notes annexes sur les postes du bilan	11
1. Détail des écarts d'acquisition (goodwill)	11
2. Immobilisations corporelles et incorporelles	11
3. Immobilisations financières et titres mises en équivalence	13
4. Stocks et en-cours	14
5. Clients et comptes rattachés, autres créances et comptes de régularisation	15
6. Trésorerie nette	16
7. Provisions	16
8. Dettes financières	17
9. Fournisseurs et comptes rattachés, autres dettes et régularisation	18
Notes annexes sur les postes du compte de résultat	19
10. Chiffre d'affaires	19
11. Autres produits d'exploitation	19
12. Achats consommés	19
13. Charges externes	20
14. Impôts et taxes	20
15. Charges de personnel	20
16. Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions	21
17. Produits financiers	21
18. Charges financières	21
19. Produits exceptionnels	22
20. Charges exceptionnelles	22
21. Impôts sur les résultats et preuve d'impôts	23
Autres Informations	23
22. Effectifs	23
23. Engagements hors-bilan	23
24. Rémunérations des commissaires aux comptes	24
25. Rémunération des dirigeants	24
26. Événements postérieurs à la clôture	24

États financiers

Compte de résultat consolidé

Libellé	2018	2017
Chiffre d'affaires	72 208 480	73 011 828
Autres produits d'exploitation	347 104	420 858
Produits d'exploitation	72 555 584	73 432 683
Achats consommés	(59 652 468)	(59 755 223)
Charges externes	(4 862 518)	(5 182 451)
Impôts et taxes	(807 189)	(842 330)
Charges de personnel	(6 341 654)	(6 212 652)
Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions	(578 455)	(701 949)
Charges d'exploitation	(72 342 309)	(72 684 605)
Résultat d'exploitation	213 275	738 078
Produits financiers	42 028	35 187
Charges financières	(35 592)	(32 473)
Résultat financier	6 436	2 715
Opérations en commun		
Résultat courant des entreprises intégrées	219 711	740 793
Produits exceptionnels	325 362	372 683
Charges exceptionnelles	(274 136)	(38 457)
Résultat exceptionnel	51 225	336 226
Impôts sur les résultats	(61 931)	(282 424)
Résultat net des entreprises intégrées	209 005	794 594
Dotations aux dépr. des écarts d'acquisition (Impairment)		
Dotations aux amortissements des écarts d'acquisition		
Quota-part du résultat net des sociétés mises en équivalence		
Résultat net de l'ensemble consolidé	209 005	794 594
Intérêts minoritaires	15 598	149 780
Résultat net (part du groupe)	193 407	644 814
Résultat par action		
Résultat dilué par action		

Bilan consolidé

Libellé	2018.01	2017.01
Capital souscrit non appelé		
Ecart d'acquisition	1643 777	1643 777
Immobilisations incorporelles	3 500	5 880
Immobilisations corporelles	2 960 736	3 035 408
Immobilisations financières	300 089	293 869
Titres mis en équivalence		
Actif immobilisé	4 938 102	4 979 052
Stocks et en-cours	4 565 332	4 706 727
Clients et comptes rattachés	692 652	912 916
Impôts différés - actif	49 124	402 686
Autres créances et comptes de régularisation	4 895 172	2 982 224
Valeurs mobilières de placement	1000 000	1000 000
Disponibilités	429 035	940 930
Actif circulant	12 086 410	10 946 382
Total Actif	17 034 512	15 924 434
Capital	83 000	83 000
Primes liées au capital		
Ecart de réévaluation	2 091 035	2 245 421
Résultat net (Part du groupe)	83 480	644 815
Capitaux propres (Part du groupe)	2 988 121	2 993 236
Intérêts minoritaires	1 447 697	1 583 362
Autres fonds propres	(0)	(0)
Total des capitaux propres	4 435 819	4 676 598
Ecart d'acquisition passif		
Provisions pour risques et charges	379 054	349 698
Impôts différés - passif	49 968	2 507
Provisions et impôts différés	427 971	349 103
Dettes financières	17 20 841	12 6 84
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	7 233 364	6 454 667
Autres dettes et comptes de régularisation	3 207 121	3 328 252
Dettes	12 170 725	10 998 733
Total Passif	17 034 512	15 924 434

Tableau de flux de trésorerie consolidé

Libellé	2016.01	2017.01
Résultat net total des entités consolidées	209 054	794 694
Dotation / Rapports aux amortissements, prov. et dépréciations	634 210	516 686
Variation de l'impôt différé	(42 800)	25 249
Éléments calculés ou gains/pertes liés aux var. de juste valeur		
Élimination des plus ou moins values de cessions d'actifs	(8 640)	(81 950)
Élimination de la quote-part de résultat des sociétés MEE		
Marge brute d'autofinancement	782 466	1 354 678
Dividendes reçus des mises en équivalence		
Variation du DFR lié à l'activité (provisions incluses)	(943 308)	(952 719)
FLUX NET DE TRÉSORERIE GÉNÈRE PAR L'EXPLOITATION (I)	(160 843)	401 966
Acquisitions d'immobilisations	(498 409)	(344 669)
Cessions d'immobilisations	66 200	101 950
Réduction des autres immobilisations financières		
Incidence des variations de périmètre		
Variation nette des placements à court terme		
Opérations internes Hors de Bilan		
FLUX NET DE TRÉSORERIE GÉNÈRE PAR L'INVESTISSEMENT (II)	(442 209)	(242 619)
Émissions d'emprunts	500 358	48
Remboursements d'emprunts	(249 060)	(231 122)
Dividendes versés des filiales	(50 000)	
Dividendes reçus/versés de la société mère	(59 869)	(200 000)
Augmentations / réductions de capital		
Cessions (acq.) nettes d'actions propres		
Variation nette des concours bancaires		
FLUX NET DE TRÉSO. GÉNÈRE PAR LES OPERATIONS DE FINANCEMENT (III)	(98 570)	(431 074)
Variation de change sur la trésorerie (IV)		
Variation de change sur autres postes du bilan		
INCIDENCE DES VARIATIONS DE CHANGE		
VARIATION DE FLUX TRÉSORERIE (I + II + III + IV)	(701 629)	(271 928)
Trésorerie : ouverture	1 878 135	2 150 064
Trésorerie : clôture	1 176 506	1 878 135
Trésorerie : cor. à-cour./ reclass./ Chg méthode/ Juste valeur		
Trésorerie : clôture	1 176 506	1 878 135

Variations des capitaux propres

Libellé	Capital	Primes liées au capital	Réserves	Auto-contrôle	Réserves de convention groupe	Résultat net (Part du groupe)	Capitaux propres (Part du groupe)
2016.01	103 000		1 722 418			723 003	2 548 421
Affectation du résultat N-1			723 003			(723 003)	
Distribution brut versé			(200 000)				(200 000)
Var. de capital en numéraire et souscrit							
Résultat						644 815	644 815
Autres augmentations, diminutions							
Reclass., restruct., chang. de méth.							
Ecart de conv. - Effet de change							
Variations de périmètre							
Autres							
2017.01	103 000		2 245 421			844 815	2 993 236
Affectation du résultat N-1			644 815			(644 815)	
Distribution brut versé			(159 869)				(159 869)
Var. de capital en numéraire et souscrit							
Résultat						193 486	193 486
Autres augmentations, diminutions							
Reclass., restruct., chang. de méth.							
Ecart de conv. - Effet de change							
Variations de périmètre							
Autres			1 208				1 208
2018.01	103 000		2 691 636			193 486	2 988 121

Méthodes et principes de consolidation

1. Principes généraux

Les comptes consolidés du groupe sont établis suivant les principes comptables français édictés par la loi n°85.11 du 3 janvier 1985 et son décret d'application n°86.221 du 17 février 1986, ainsi que par le règlement du CRC n° 99-02 du 22 juin 1999, modifié par le règlement du CRC n° 2005-10 du 3 novembre 2005.

L'exercice clos 31/01/2018 a une durée de 12 mois, comme celui clos le 31/01/2017.

La date de clôture des comptes individuels de l'entreprise consolidante est identique à celles des entreprises consolidées.

Les comptes consolidés sont présentés en euros.

2. Définition du périmètre de consolidation

Les sociétés dans lesquelles le Groupe dispose, directement ou indirectement, du contrôle exclusif sont consolidées selon la méthode de l'intégration globale.

Les sociétés dans lesquelles le Groupe exerce, directement ou indirectement, un contrôle conjoint sont consolidées par intégration proportionnelle.

Les sociétés dans lesquelles le Groupe exerce, directement ou indirectement, une influence notable sont consolidées par mise en équivalence.

Les sociétés jugées non significatives sur les critères de chiffre d'affaires, de résultat net et de total du bilan, dont le développement prévisible est limité et dont l'activité n'est pas en synergie avec le Groupe ne sont pas consolidées.

Toutes sont intégrées globalement.

3. Variation du périmètre de consolidation

Aucune variation de périmètre significative n'a eu lieu au cours de l'exercice.

	Adresse	N° SIREN	% d'intérêt	% de contrôle	Méthode de consolidation
YABE	Rue des peupliers - 03300 CUSSET	444 977 474	100,00%	100%	Société mère
CEVEDE	Rue des peupliers - 03300 CUSSET	387 622 327	50,04%	100%	Intégration globale
GABO3	Rue des peupliers - 03300 CUSSET	804 678 845	100,00%	100%	Intégration globale
PELOPE	Rue des peupliers - 03300 CUSSET	491 675 799	49,91%	100%	Intégration globale

La société BAYA nouvellement créée et sans activité sur l'exercice n'a pas été intégrée.

4. Ecart d'acquisition

Écarts d'acquisition : l'écart d'acquisition déterminé lors de la première consolidation d'une société correspond à la différence entre le coût d'acquisition des titres et la quote-part de capitaux propres retraités de la société à la date de prise de contrôle.

Écarts d'acquisition positifs : un écart d'acquisition positif représente l'excédent entre le coût d'acquisition et la quote-part de l'entreprise acquéreuse dans l'évaluation totale des actifs et passifs identifiés à la

date d'acquisition. Les écarts d'acquisition positifs sont inscrits à l'actif dans le poste « Ecarts d'acquisition ».

Le Groupe YABE amortissait jusqu'au 31 janvier 2015 ses écarts d'acquisition sur une durée de 15 ans.

Le règlement 99-02 a été modifié par un avis de l'Autorité des Normes Comptables en date du 23 novembre 2015 (Avis N°2015-07, homologué par arrêté du 4 décembre 2015 publié au journal officiel du 8 décembre 2015).

Les écarts d'acquisition, lorsqu'il n'y a pas de limite prévisible à la durée pendant laquelle l'écart d'acquisition procurera des avantages économiques au Groupe, ne sont pas amortis. Un test de dépréciation est alors réalisé une fois par exercice qu'il existe ou non un indice de perte de valeur. Sur la base des méthodes sectorielles spécifiques aucune dépréciation n'a été jugée nécessaire.

Par ailleurs, les parts de marché constatées au 31 janvier 2016 ont été reclassées en écart d'acquisition à l'ouverture de l'exercice 2017. La valeur actuelle au 31/01/2018 a été appréciée en fonction de sa valeur vénale en se référant aux règles spécifiques du secteur. Compte tenu de cette valeur, aucune dépréciation n'est à comptabiliser à la clôture de l'exercice.

5. Règles et méthodes comptables

Les comptes ont été arrêtés par le Président. Ils sont établis dans la perspective de la continuité d'exploitation et le principe de permanence des méthodes comptables a été respecté.

Immobilisations incorporelles

Ce poste d'actif comprend les logiciels du groupe.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition ou à leur coût de production. Les intérêts des emprunts spécifiques à la production d'immobilisations ne sont pas inclus dans le coût de production de ces immobilisations.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire ou dégressif en fonction de la durée de vie prévue, et du type d'utilisation.

Immobilisations financières

Elles comprennent principalement des prêts, cautionnements et autres créances, ainsi que des titres de participation non consolidés. Une dépréciation est constituée si leur valeur d'utilité pour le Groupe devient inférieure à leur valeur comptable.

Les titres de participation sont inscrits au bilan à leur coût d'acquisition. Cette valeur est comparée en fin de période à la valeur d'usage de ces mêmes titres après prise en compte de la quote-part de capitaux propres correspondant à la participation, des perspectives de rentabilité, de la position sur le marché et, le cas échéant, de leur valeur en bourse.

Stocks

Les stocks de marchandises sont évalués suivant les catégories auxquelles ils se rattachent, soit au dernier prix de réapprovisionnement, soit au prix de vente diminué de la marge moyenne afférente au rayon auquel ils appartiennent.

Compte tenu de la rotation rapide des stocks, l'utilisation du dernier prix de réapprovisionnement n'est pas de nature à conduire à une évaluation très différente de celle qui résulterait de l'application du prix moyen pondéré, ou du « premier entré, premier sorti ».

Des provisions pour dépréciation des stocks sont constitués en vue de tenir compte de la différence entre leur valeur probable et celle ressortant des méthodes décrites ci-dessus.

Créances clients et autres créances

Les actifs circulants sont comptabilisés à leur valeur nominale. Une provision est constituée lorsqu'une perte apparaît comme probable ; la charge est considérée comme normale et courante à l'exception de dépréciations qui présentent un caractère exceptionnel du fait de leur contexte ou de leur montant.

Subventions d'investissements

Les subventions d'investissement sont comptabilisées en comptes de régularisation.

Contrats de location financement

Le groupe applique la méthode préférentielle prévue dans le règlement 99-02 (paragraphe 300) du comité de la réglementation comptable. Les contrats de location financement dont le montant est jugé significatif sont retraités selon les modalités identiques à une acquisition à crédit pour leur valeur d'origine. Les amortissements sont conformes aux méthodes et taux précités et l'incidence fiscale de ce retraitement est prise en compte. Par opposition aux contrats de location financement, les contrats de location simple sont constatés au compte de résultat sous forme de loyers.

Impôts différés

Le Groupe constate les impôts différés selon la méthode du report variable sur les différences entre valeurs comptables et fiscales des actifs et passifs du bilan. Les impôts différés, comptabilisés au taux d'impôt applicable à la date d'arrêt des comptes, sont ajustés pour tenir compte de l'incidence des changements de la législation fiscale française et des taux d'imposition en vigueur.

Des impôts différés actif sont constatés au titre des différences temporelles déductibles, des pertes fiscales et des reports déficitaires. Un actif d'impôt différé afférant à des reports déficitaires est constaté lorsqu'il est probable que l'entité fiscale concernée pourra les récupérer grâce à l'existence d'un bénéfice imposable attendu.

Les impôts différés sont inscrits à l'actif ou au passif en position nette par entité fiscale.

Provisions pour risques et charges

Une provision est comptabilisée dès lors qu'il existe à l'encontre de la société une obligation (légale, réglementaire ou contractuelle) résultant d'événements antérieurs, lorsqu'il est probable ou certain qu'elle engendrera une sortie de ressources sans contrepartie au moins équivalente, et que le montant peut être évalué de façon fiable.

Le montant constaté en provision représente la meilleure estimation du risque à la date d'établissement du bilan consolidé. Les provisions sont présentées à leur valeur nominale non actualisée.

Engagements de retraite

Le groupe a opté pour la méthode préférentielle du règlement 99-02, consistant à comptabiliser ses passifs sociaux en provisions pour charges.

Le calcul des engagements a été déterminé sur la base des hypothèses suivantes :

- | | |
|--------------------------------|--|
| - Convention collective : | Commerce à prédominance alimentaire |
| - Méthode de calcul choisie : | Méthode rétrospective prorata temporis |
| - Population retenue : | Tous les salariés en contrat à durée indéterminée au 31 janvier 2017 |
| - Table de mortalité retenue : | TV 88/90 |
| - Taux d'actualisation : | 2,5 % |

- | | |
|---|--------|
| - Taux de croissance des salaires | 1% |
| - Age minimal de départ à la retraite : | 65 ans |

Information sectorielle

Le groupe réalise l'intégralité de son chiffre d'affaires en France, dans un contexte de confidentialité la direction du groupe ne souhaite pas communiquer sur la ventilation de son résultat d'exploitation par rayon.

Notes annexes sur les postes du bilan

1. Détail des écarts d'acquisition (goodwill)

Libellé	Ouverture	Closure	Entrées de périmètre	Sorties de périmètre	Dotation	Ecart de conversion	Variations de périmètre	Autres variations
Ecart d'acquisition	1 880 923	1 880 923						
Amortissements des écarts d'acquisition	(237 149)	(237 149)						
Dépréciations des écarts d'acquisition								
Valeur nette	1 643 777	1 643 777						
Ecart d'acquisition - passif								
Reprise - écart d'acquisition -								
Valeur nette								

2. Immobilisations corporelles et incorporelles

Le détail des valeurs brutes s'établit selon le tableau suivant :

Libellé	Ouverture	Closure	Augmentation (Inv,Emp)	Diminution (Cess, Remb.)	Ecart de conversion	Variation de périmètre	Autres variations
Frais d'établissement							
Frais de développement							
Concessions, brevets et droits similaires, brevets, licences	51 006	51 006					
Droit au bail	0	0					
Fonds commercial							
Autres immobilisations incorporelles							
Immobilisations incorporelles en cours							
Avances et acomptes s/imm. incorp.							
Immobilisations incorporelles	51 007	51 007					
Terrains	188 913	188 913					
Agencements et aménagements de terrains							
Constructions	3 342 350	3 356 104		13 754			
Constructions sur sol d'autrui							
Installations techniques, matériel & outillage	1 248 831	1 275 057		27 369	(1 143)		
Autres immobilisations corporelles	3 746 609	4 242 030		478 188	(56 767)		73 000
Immobilisations corporelles en cours							
Avances et acomptes s/imm. corp.							
Immobilisations corporelles	8 528 703	9 062 104	519 311	(56 910)			73 000
Immobilisations corporelles et incorporelles	8 577 710	9 113 110	519 311	(56 910)			73 000
Dont immobilisations en crédit-bail :							
Immobilisations incorporelles							
Immobilisations corporelles	108 855	181 855					

Le détail des amortissements s'établit selon le tableau suivant :

Libellé	Ouverture	Closure	Dotation	Diminution (Cess, Remb.)	Ecart de conversion	Variation de périmètre	Autres variations
Frais d'établissement							
Frais de développement							
Concessions, brevets et droits similaires, brevets, licences	(45 126)	(47 506)		(2 380)			
Droit au bail							
Fonds commercial							
Autres immobilisations incorporelles							
Amortissements des immobilisations incorporelles	(45 126)	(47 506)		(2 380)			
Agencements et aménagements de terrains							
Constructions	(1 714 228)	(1 553 391)		(239 162)			
Constructions sur sol d'autrui							
Installations techniques, matériel & outillage	(984 633)	(1 066 752)		(83 262)		1 143	
Autres immobilisations corporelles	(2 792 456)	(3 051 226)		(276 997)		18 207	
Ecart d'acquisition							
Amortissements des immobilisations corporelles	(5 491 297)	(6 071 368)		(599 421)		19 350	
Amortissements sur actif immobilisé	(5 536 423)	(6 118 875)		(601 801)		19 350	
Dont immobilisations en crédit-bail :							
Amortissements des immobilisations incorporelles							
Amortissements des immobilisations corporelles	(6 048)	(31 469)					

La synthèse des immobilisations corporelles et incorporelles est la suivante :

Libellé	Immobilisations corporelles			
	Brut	Amortissements	Dépréciations	Net
Ouverture	8 526 763	(5 491 297)		3 035 466
Augmentation (Inv./Emp)	519 311			519 311
Dotation		(599 421)		(599 421)
Diminution (Cess., Remb.)	(58 910)	19 350		(37 560)
Reprise				
Autres variations				
Effet de change et réévaluation				
Variations de périmètre				
Cloûture	8 082 104	(6 071 368)		2 010 736

Libellé	Immobilisations incorporelles			
	Brut	Amortissements	Dépréciations	Net
Ouverture	51 007	(43 126)		7 881
Augmentation (Inv./Emp)				
Dotation		(2 380)		(2 380)
Diminution (Cess., Remb.)				
Reprise				
Autres variations				
Effet de change et réévaluation				
Variations de périmètre				
Cloûture	51 007	(47 506)		3 501

3. Immobilisations financières et titres mises en équivalence

Le détail des valeurs brutes s'établit selon le tableau suivant :

Libellé	Ouverture	Cloûture	Augmentation (Inv./Emp)	Diminution (Cess., Remb.)	Variation de la Situation nette MEE	Ecart de conversion	Variations de périmètre	Autres variations
Titres de participation	490	6 490	6 000					
Dividendes à recevoir								
Créances rattachées à des participations								
Intérêts courus sur créances et prêts								
Titres immobilisés	4 900	4 900						
Actions propres								
Prêts, cautionnements et autres créances	288 699	288 699	100					
Vers. restant à effectuer sur titres								
Immobilisations financières	293 989	300 089	6 100					
Titres mis en équivalence								
Actifs financiers	293 989	300 089	6 100					

La synthèse des immobilisations financière est la suivante :

Libellé	Immobilisations financières		
	Brut	Provisions	Net
Ouverture	293 989		293 989
Augmentation (Inv./Emp)		6 100	6 100
Dotation			
Diminution (Cess., Remb.)			
Reprise			
Autres variations			
Effet de change et réévaluation			
Variations de périmètre			
Cloûture	300 089		300 089

Les créances immobilisées se décomposent par nature et par échéance comme suit :

Libellé	Cloûture	< 1 an	1 an <= 2 ans	2 ans <= 3 ans	3 ans <= 4 ans	4 ans <= 5 ans	Au-delà
Créances rattachées à des participations							
Intérêts courus sur créances et prêts							
Prêts							288 699
Dépôts et cautionnements versés	288 699						
Autres créances immobilisées							
Prêts, cautionnements et autres créances							
Créances - Actif immobilisé	288 699						288 699

4. Stocks et en-cours

Libellé	Cloûture			Ouverture		
	Brut	Dépréciations	Net	Brut	Dépréciations	Net
Stocks M, fournitures et aut. Approvisionnements	19 855		19 855	1 744		1 744
En-cours de blons						
En-cours de services						
Produits intermédiaires finis	4 568 478		4 568 478	4 704 983		4 704 983
Stocks de marchandises	4 588 332		4 588 332	4 708 727		4 708 727
Stocks et en-cours						

5. Clients et comptes rattachés, autres créances et comptes de régularisation

Libellé	Clôture		
	Brute	Provisions	Net
Clients et comptes rattachés	759 099	(67 487)	692 632
Avances et acomptes versés sur commandes	1323 232		1323 232
Créances sur personnel & org. Sociaux	11 000		11 000
Créances fiscales hors IS	1355 849		1355 849
Créances liées à l'intégration fiscale			
Etat, Impôt sur les bénéfices	688 548		688 548
Comptes courants	611 821		611 821
Actionnaires : capital appelé non versé			
Créances sur cessions d'actifs			
Autres créances	759 403		759 403
Produits à recev. (Quote part rés. SNC)			
Intérêts courus sur créances			
Charges à répartir			
Primes sur obligations			
Ecart de conversion - netif			
Charges constatées d'avance	116 319		116 319
Autres créances et comptes de régularisation	6 646 271	(67 487)	6 607 804

Les clients et comptes rattachés, les autres créances et les comptes de régularisation se décomposent par nature et par échéance comme suit :

Libellé	Total	< 1 an	1 an<=2 ans	2 ans<=3 ans	3 ans<=4 ans	4 ans<=5 ans	Au-delà
Clients et comptes rattachés	759 099	750 099					
Avances et acomptes versés sur	1 323 232	1 323 232					
Créances sur personnel & org. Sociaux	11 000	11 000					
Créances fiscales hors IS	1 355 849	1 355 849					
Créances liées à l'intégration fiscale							
Etat, Impôt sur les bénéfices	688 548	688 548					
Comptes courants	611 821	611 821					
Actionnaires : capital appelé non versé							
Créances sur cessions d'actifs							
Autres créances	759 403	759 403					
Produits à recev. (Quote part rés.							
Intérêts courus sur créances							
Charges constatées d'avance	145 219	147 642					
Autres créances et comptes de	4 885 172	5 324 317					
Actif circulant	5 645 271	5 074 416					

6. Trésorerie nette

Libellé	Ouverture	Clôture
Trésorerie active nette	940 930	429 035
VMP - Equivalents de trésorerie		
Disponibilités	939 232	426 749
Intérêts courus non échus si/ dispo.	1 698	2 286
Dépréciations sur VMP - Equivalents de trésorerie		
Trésorerie passive	61 151	252 395
Concours bancaires (trésorerie passive)	61 151	252 395
Trésorerie à court terme	878 779	176 646
Placements à court terme	1 000 000	1 000 000
VMP - Autres placements	1 000 000	1 000 000
Intérêts courus non échus si/ VMP		
Actions propres		
Trésorerie passive assimilée une dette	1 642	131
Concours bancaires (dettes)	1 642	131
Intérêts courus non échus - passif		
Trésorerie à long terme	998 358	989 889
Trésorerie nette	1 678 137	1 176 569

7. Provisions

Libellé	Ouverture	Clôture	Dotation	Reprise	Ecart de conversion	Variations de périmètre	Autres variations
Litiges							
Garanties							
Pertes de change							
Pertes sur contrats							
Autres risques	5 000	26 233	20 233	(5 000)			
Pensions et retraites	328 866	347 512	20 627	(87 9)			
Restructurations							
Autres charges	2 940	4 839	1 899				
Impôts différés	2 507	48 969					46 459
Provisions et impôts différés	349 103	427 971	48 278	(16 871)			46 459

8. Dettes financières

Libellé	Ouverture	Cloûture	Augmentation (Inv,Emp)	Diminution (Cess, Remb.)	Ecart de conversion	Variation de périimètre	Autres variations
Emprunts obligataire							
Emprunts auprès établis. de crédit	1 142 658	1 466 754	500 000	(248 914)			73 000
Dépôts et cautionnements reçus	8 436	8 301		(135)			
Emission titres part. & av. de l'Etat							
Autres emprunts et dettes assimilées							
Intérêts courus sur emprunts	1 717	2 059	358	(16)			
Dettes rattachées à des participations							
Concours bancaires	52 793	252 527					169 734
Intérêts courus non échus - passif							
Dettes financières	1 215 814	1 729 641	500 358	(249 065)			262 734
Dont immobilisations en crédit-bail :							
Dettes financières	101 729	159 244					

Les dettes financières se décomposent par nature et par échéance comme suit :

Libellé	Cloûture	< 1 an	1 an<=2 ans	2 ans<=3 ans	3 ans<=4 ans	4 ans<=5 ans	Au-delà
Emprunts obligataire							
Emprunts auprès établis. de crédit	1 466 754	310 089	1 058 098	89 628	28 939		
Dépôts et cautionnements reçus	8 301	8 301					
Emission titres part. & av. de l'Etat							
Autres emprunts et dettes assimilées							
Intérêts courus sur emprunts	2 059	2 059					
Dettes rattachées à des participations							
Concours bancaires	252 527	252 527					
Intérêts courus non échus - passif							
Dettes financières	1 729 641	572 976	1 058 098	89 628	28 939		

9. Fournisseurs et comptes rattachés, autres dettes et régularisation

Libellé	Ouverture	Cloûture
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	6 464 867	7 233 964
Avances, acomptes reçus sur commandes		160
Dettes sociales	1217 884	1219 508
Dettes fiscales (hors IS)	720 216	813 814
Dettes liées à l'intégration fiscale		
Etat - Impôts sur les bénéfices		
Comptes courants	203 364	169 363
Dettes s/ acquis, d'actifs	41600	68 802
Dividendes à payer		
Autres dettes	9302	22 801
Charges à payer (Quote part pertes SNC)		
Intérêts courus sur dettes		
Ecart de conversion passif		
Produits constatés d'avance	125 824	915 613
Autres dettes et comptes de régularisation	3 328 262	3 207 921
Total	9 783 119	19 441 084

Les fournisseurs et comptes rattachés, les autres dettes et compte de régularisation se décomposent par nature et par échéance comme suit :

Libellé	Cloûture	< 1 an	1 an<=2 ans	2 ans<=3 ans	3 ans<=4 ans	4 ans<=5 ans	Au-delà
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	7 233 964	7 233 964					
Avances, acomptes reçus sur commandes	160	160					
Dettes sociales	1 219 508	1 219 508					
Dettes fiscales (hors IS)	813 814	813 814					
Dettes liées à l'intégration fiscale							
Etat - Impôts sur les bénéfices							
Comptes courants groupe	169 363	169 363					
Dettes s/ acquis, d'actif	68 802	68 802					
Dividendes à payer							
Autres dettes	22 801	22 801					
Charges à payer (Quote part pertes SNC)							
Intérêts courus sur dettes							
Produits constatés d'avance	915 613	33 333					
Autres dettes et comptes de régularisation	3 207 121	2 324 641					
Total	19 441 084	9 558 805					

Notes annexes sur les postes du compte de résultat

10. Chiffre d'affaires

Libellé	2018	2017
Ventes de marchandises	65 300 259	65 645 761
Production vendue de biens	1 524 420	1 910 710
Production vendue de services	5 217 031	5 421 423
Produits des activités annexes	535 407	510 294
Ventes et Production intra-groupe		
Rabais, remises et ristournes accordés	(388 635)	(376 363)
Chiffre d'affaires	72 208 480	73 011 025

11. Autres produits d'exploitation

Libellé	2018	2017
Production stockée		
Production immobilisée		
Subventions d'exploitation	27 010	23 085
Rep.Amt. & Dépr. immo. incorporelles		
Rep.Amt. & Dépr. immo. corporelles		24 738
Reprise sur provisions d'exploitation		
Rep.D'prov. engagements de retraite	871	5 559
Rep.D'écrit. sur actif circulant	54 966	61 590
Transferts de charges d'exploitation	237 783	294 923
Autres produits	26 474	10 961
Autres produits d'exploitation	347 104	420 858

12. Achats consommés

Libellé	2018	2017
Achats de marchandises	(57 722 634)	(58 380 148)
Achats d'études et prestations de services		
Autres achats		
Achats intra-groupe		
Achats non stockés de matières et fournitures	(614 556)	(594 490)
Variation stocks de marchandises	(118 197)	511 799
Achat m.p., fournit. & aut. appro.	(1 196 882)	(1 286 781)
Var. stocks mp, fournit. & autres appro.	(193)	297
Achats consommés	(59 652 469)	(59 759 223)

13. Charges externes

Libellé	2018	2017
Sous-traitance	(44 150)	(44 959)
Redevances de crédit-bail	(1)	(0)
Locations immobilières et charges locatives	(1 887 798)	(2 116 328)
Locations mobilières et charges locatives	(170 209)	(170 223)
Entretien et réparations	(443 892)	(459 929)
Primes d'assurances	(83 655)	(80 071)
Autres services extérieurs	(12 241)	(10 297)
Redevances		400
Personnel détaché et intérimaire	(52 901)	(59 078)
Rémun. d'intermédiaires & honoraires	(206 219)	(210 368)
Publicité, publications, relations publiques	(1 138 613)	(1 134 038)
Transport	(36 706)	(41 007)
Déplacements, missions et réceptions	(35 668)	(52 481)
Frais postaux et frais de télécommunications	(94 517)	(88 050)
Frais bancaires	(155 657)	(162 376)
Autres charges externes	(427 238)	(447 902)
Autres charges	(62 617)	(104 594)
Charges externes	(4 862 519)	(5 192 451)

14. Impôts et taxes

Libellé	2018	2017
Impôts et taxes sur rémunérations	(105 322)	(103 080)
Autres impôts et taxes	(701 865)	(738 644)
Impôts et taxes	(807 189)	(842 320)

15. Charges de personnel

Libellé	2018	2017
Rémunérations du personnel	(5 013 605)	(4 656 485)
Charges de sécurité soc. et de prévoy.	(1 534 175)	(1 634 355)
Autres charges de personnel	306 118	278 183
Participation des salariés		
Charges de personnel	(6 341 664)	(6 212 652)

16. Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions

Libellé	2018	2017
Dot./Amort. & Dépr. sur Immo. incorporelles	(2 521)	(3 652)
Dot./Amort. & Dépr. sur Immo. corporelles	(599 285)	(637 059)
Dot./Amort. charges à répartir		
Dot. aux provisions d'exploitation		
Dot./Prov. engagements de retraite	(20 127)	(6 081)
Dotations pour dépr. des actifs circulants	(56 531)	(54 966)
Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions	(678 459)	(701 758)

17. Produits financiers

Libellé	2018	2017
Dividende		
Revenus des créances rattachées à des participations		
Produits sur créances et VMP		
Rep. sur provisions à caractère financier		
Rep./Dépr. sur actifs financiers		
Reprise sur dépréciation titres - groupe		
Transfert de charges financières		
Gain de change		
Produits nets sur cession de VMP		
Autres produits financiers	42 026	35 187
Incidence de juste valeur (produits)		
Produits financiers	42 026	35 187

18. Charges financières

Libellé	2018	2017
Charges d'intérêts	(32 955)	(42 844)
Pertes sur créances financières et VMP		
Perte de change		
Autres charges financières	(2 636)	10 371
Incidence de juste valeur (charges)		
Dot./Amort. primes de remb. des obligations		
Dot. aux provisions à caractère financier		
Dot. dépr. sur actifs financiers		
Dotations pour dépréciation titres - groupe		
Charges financières	(35 592)	(32 473)

19. Produits exceptionnels

Libellé	2018	2017
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	7 173	47 289
Produits excep. s/ exercices antérieurs	3 444	
Produits de cession d'immo. incorp.	51 090	
Produits de cession d'immo. corp.	5 263	61 850
Produit de cession de titres		
Autres produits de cession		
Subv. invest. versées au résulit, de l'ex.	243 544	243 544
Autres produits exceptionnels		
Produits de fusion		
Incidence des changements de méthode et juste valeur		
Benf. provenant du rachat d'actions propres		
Rep. sur provisions réglementées		
Rep. sur provisions à caractère exceptionnel	15 000	
Rep. excep. dépr. Immo. Fin. (impairment)		
Rep. excep./Dépr. actif circulant		
Reprises sur dépréciations exceptionnelles		
Transfert de charges exceptionnelles		
Produits exceptionnels	325 362	372 683

20. Charges exceptionnelles

Libellé	2018	2017
Charges exceptionnelles sur opération de gestion	(32 668)	(36 456)
Charges excep. sur exercices antérieurs	(175 510)	
VNC des titres courus cédés		
VNC des immo. incorp. cédées		
VNC des immo. corp. cédées	(37 561)	
VNC des titres cédés		
+/- valeur de consolidation		
VNC d'autres éléments d'actif cédés		
Autres charges exceptionnelles		
Charges de fusion		
Incidence des changements de méthode		
Mail. provenant du rachat d'actions propres		
Dotations aux amortissements exceptionnels des immobilisations		1 516
Dotations aux provisions réglementées		
Dot. aux provisions à caractère exceptionnel	(28 152)	(1 517)
Dot. excep. dépr. Immo. fin. (impairment)		
Dot. excep./Dépr. actif circulant		
Dotations pour dépréciations exceptionnelles		
Charges exceptionnelles	(274 091)	(36 457)

21. Impôts sur les résultats et preuve d'impôts

Libellé	2018	2017
Impôt sur les bénéfices	(64 09)	(257 07)
Produit ou ch. d'impôt lié à l'intégration fiscale		
Impôts différés	42 80	(25 246)
Carry-back		
Charges d'impôts	(61 521)	(282 424)

La preuve d'impôts se décompose comme suit :

Résultat avant amort/prov sur écarts d'acq, impôts et résultat des MEE	278 986
Taux d'impôt de l'entité consolidante	33,33%
Impôt théorique	(90 329)
Effets des différences de base	83 352
ID sur écritures manuelles non fiscalisées	
Effets des différences de taux	12 710
Crédits d'impôt et autres dispositions fiscales particulières	(18 282)
Effets des déficits non activés	
Écritures manuelles sur impôt	(49 403)
CHARGE D'IMPOT THEORIQUE	(61 532)
CHARGE D'IMPOT REELLE	(61 531)
ECART	(0)
Taux effectif d'impôt	22,85%

Autres Informations

22. Effectifs

Libellé	2018.1	2017.1
Effectif moyen total	216	247

23. Engagements hors-bilan

Libellé	Claire
Eng. donnés - Cautions bancaires, garanties et avais donnés	500 000
Eng. donnés - Hypothèques et nantissements de fonds de commerce	728 826
Engagements hors bilan donnés	1 228 826

24. Rémunérations des commissaires aux comptes

Libellé	2018.1	2017.1
Rémunérations des commissaires aux comptes	28 039	20 640

25. Rémunération des dirigeants

Cette information conduisant à indiquer des rémunérations individuelles n'est pas communiquée.

26. Evénements postérieurs à la clôture

Néant

YABE
Société par actions simplifiée
au capital de 103 000 euros
Siège social : Rue des Peupliers, 03300 CUSSET
RCS CUSSET 444 977 474

RAPPORT DE GESTION DU PRÉSIDENT
A L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE ANNUELLE
DU 25 JUILLET 2018

Mesdames, Messieurs,

Conformément à la loi et aux statuts de notre Société, nous vous avons réunis en Assemblée Générale Ordinaire Annuelle afin de vous rendre compte de la situation et de l'activité de notre Société durant l'exercice clos le 31 janvier 2018 et de soumettre à votre approbation les comptes annuels dudit exercice.

Nous vous donnerons toutes précisions et tous renseignements complémentaires concernant les pièces et renseignements prévus par la réglementation en vigueur et qui ont été tenus à votre disposition dans les délais légaux.

Il vous sera ensuite donné lecture des rapports des Commissaires aux Comptes.

A – RAPPORT SUR LA GESTION DU GROUPE YABE
--

Au 31 janvier 2018, le périmètre de consolidation du groupe YABE comprenait l'ensemble des sociétés dans lesquelles la société YABE exerce directement ou indirectement un contrôle exhaustif à savoir :

- La SAS GAB 03
- La SAS CEVEDE
- La SARL PELOPE
- La SAS BAYA

Conformément aux dispositions de l'article L. 227-9 du Code de commerce, il est présenté ci-après le rapport de gestion du groupe et les comptes consolidés de l'exercice écoulé.

a) Situation et activité du groupe YABE sur l'exercice

➤ **Faits marquants du groupe sur l'exercice**

Les principaux faits marquants concernant la société CEVEDE et les procédures qui l'opposent à la coopérative SYSTEME U EST.

- Dossier CEVEDE / SUE CA RIOM : par arrêt en date du 9 septembre 2015, la Cour d'Appel de RIOM a ordonné la transcription de la cession de 7986 actions au profit de la Coopérative SYSTEME U EST sur les registres de mouvement de titres. La transcription a été réalisée au mois de février 2016.

Un pourvoi en cassation a été formé contre cette décision. Par arrêt en date du 5 avril 2018, la Cour de Cassation a rejeté le pourvoi.

- Dossier CEVEDE /SUE APPEL NULLITE : par arrêt en date du 9 septembre 2015, la Cour d'Appel de RIOM a rejeté l'appel nullité formé par la Société CEVEDE à l'encontre de l'ordonnance de référé rendue par le Président du Tribunal de Cusset qui avait écarté la demande de délais présentée par la Société CEVEDE, conformément aux dispositions des statuts de la Société CEVEDE et des articles L 228-24 et R 228-23 du Code de Commerce, afin de réaliser l'acquisition des actions détenues par Monsieur Bernard LE DIOURIS, après annulation de l'apport effectué auprès de la Société MOBERD, compte tenu de la décision du Conseil d'Administration de la Société CEVEDE de refuser d'agréer le cessionnaire présenté par Monsieur Bernard LE DIOURIS, à savoir la Coopérative SYSTEME U-EST.

Un pourvoi en cassation a été formé contre cette décision. Par arrêt en date du 5 avril 2018, la Cour de Cassation a rejeté le pourvoi.

- Dossier CEVEDE / SUE TGI CUSSET : la Coopérative SYSTEME U EST a saisi le Tribunal de CUSSET afin de solliciter l'annulation de l'acte de vente conclu le 11 août 2006 au profit des Sociétés FINAMUR et CMCIC Lease, par les sociétés CEVEDE et JACMAR, de voir ordonner la substitution de la Coopérative SYSTEME U-EST dans les droits et obligations des Sociétés FINAMUR et CMCIC Lease et de voir prononcer la résiliation du contrat de crédit-bail immobilier conclu entre les société FNAMUR, CMCIC Lease et JACMAR le 11 août 2006.

Par jugement en date du 4 septembre 2017, le TGI de CUSSET a rejeté les demandes de la Coopérative SYSTEME U-EST et l'a condamnée à verser la somme de 3.000 euros à la Société CEVEDE au titre de l'article 700 du CPC.

La Coopérative SYSTEME U-EST a interjeté appel de ce jugement. L'appel doit être évoqué le 6 février 2019 devant la Cour d'Appel de RIOM.

➤ **Présentation des comptes consolidés**

Nous allons vous présenter en détail les comptes annuels que nous soumettons à votre approbation et qui ont été établis conformément aux règles de présentation et aux méthodes d'évaluation prévues par la réglementation en vigueur.

Sauf mention contraire, les chiffres ci-dessous correspondent aux données consolidées, c'est-à-dire après retraitement des opérations intra-groupe.

- Analyse des comptes consolidés du groupe

Au cours de l'exercice clos le 31 janvier 2018 :

. le **chiffre d'affaires** du groupe s'est élevé à 72 208 480 € contre 73 011 826 € l'exercice précédent.

. les produits d'exploitation étant de 72 555 584 €

- . les charges d'exploitation étant de 72 342 300 €
- . le **résultat d'exploitation** est donc de 213 328 €

- . les produits financiers étant de 42 026 €
- . les charges financières étant de 35 592 €
- . le **résultat financier** est donc de 6 432 €

- . les produits exceptionnels étant de 325 362 €
- . les charges exceptionnelles étant de 274 136 €
- . le **résultat exceptionnel** est donc de 51 225 €

- . le résultat du groupe est de 209 054 € contre 794 594 € l'exercice précédent.

b) Evolution prévisible et perspectives d'avenir du groupe YABE

La conjoncture économique difficile et l'entrée au capital de la société CEVEDE de la coopérative SYSTEME U EST, concurrent direct de l'enseigne Carrefour à laquelle la société CEVEDE est affiliée créent un climat d'inconfort et d'incertitude pour le futur.

c) Evénements importants survenus entre la date d'arrêté des comptes consolidés et la date de leur établissement

Il est rappelé que la société a pris une participation au capital de la société BAYA, créée en vue de la prise en location gérance d'un fonds de commerce Carrefour à MONTLUCON.

Cette reprise devrait intervenir sur la fin de l'exercice.

d) Activités en matière de recherche et de développement

Nous vous informons que le groupe YABE n'a effectué aucune activité de recherche et de développement au cours de l'exercice écoulé.

e) Informations relatives au bilan

Nous vous informons des éléments significatifs relatifs au bilan :

1- Autres immobilisations incorporelles

Les écarts d'acquisition déterminés correspondent à la différence entre le coût d'acquisition des titres et la quote-part de situation nette acquise retraitée.

2 – Immobilisations corporelles – Amortissements

Les immobilisations corporelles sont inscrites au bilan à leur coût d'acquisition. L'amortissement des immobilisations corporelles est calculé suivant le mode linéaire en fonction de la durée d'utilisation estimée des différentes catégories d'immobilisations.

3- Passif

Les dettes financières s'élèvent à 1 729 641 € contre 1 215 614 € pour l'exercice précédent.

Des dettes diverses portent le total des dettes du groupe à 12 170 725 € contre 10 998 733 € pour l'exercice précédent.

4- Trésorerie

La trésorerie du groupe à la clôture de l'exercice s'élève à 1 176 509 € contre 1 878 137 € pour l'exercice précédent.

B – RAPPORT SUR LA GESTION DE LA SOCIETE YABE
--

ACTIVITE DE LA SOCIETE

Situation et évolution de l'activité de la Société au cours de l'exercice

Au cours de l'exercice écoulé clos le 31 janvier 2018, l'activité de la Société a été conforme à nos prévisions : notre chiffre d'affaires est en baisse du fait de la baisse des prestations de services de CEVEDE. Les salaires ont augmentés du fait du passage des directeurs de magasins sur YABE.

Evénements importants survenus depuis la clôture de l'exercice

Depuis le 31 janvier 2018, date de clôture de l'exercice, la survenance d'aucun événement important n'est à signaler si ce n'est la constitution de la société BAYA ainsi qu'il est précisé ci-dessus.

Activités en matière de recherche et de développement

Nous vous informons que la Société n'a effectué aucune activité de recherche et de développement au cours de l'exercice écoulé.

Evolution prévisible et perspectives d'avenir

Aucun événement significatif ne devrait intervenir sur l'exercice si ce n'est le rachat de la totalité des parts de la SCI OASIS détenues par Béatrice et Yann LE DIOURIS en prévision de la réalisation d'une opération de transmission universelle de patrimoine.

Informations sur les délais de paiement des fournisseurs et des clients

Conformément aux articles L. 441-6-1 et D. 441-4, I du Code de commerce, nous vous communiquons les informations sur les délais de paiement de nos fournisseurs et de nos

clients en indiquant le nombre et le montant total des factures reçues et émises non réglées au 31 décembre 2017 et la ventilation de ce montant par tranche de retard, dans le tableau suivant :

Factures reçues et émises non réglées à la date de clôture de l'exercice dont le terme est échu (tableau prévu au I de l'article D. 441-4 du Code de commerce)

	Factures <u>reçues</u> non réglées à la date de clôture de l'exercice dont le terme est échu						Factures <u>émises</u> non réglées à la date de clôture de l'exercice dont le terme est échu					
Nombre de jours	0	1 à 30	31 à 60	61 à 90	91 et plus	Total (1 jour et plus)	0	1 à 30	31 à 60	61 à 90	91 et plus	Total (1 jour et plus)
(A) Tranches de retard de paiement												
Nombre de factures concernées	2					2	1					3
Montant HT total des factures concernées	337.70	0	0	6120	3000	9120	11603.8	0	0	0	6998	6998
Pourcentage du montant total des achats HT de l'exercice	0.5	0	0	9.2	4.5	13.77						
Pourcentage du chiffre d'affaires hors taxes de l'exercice							1.80	0	0	0	1.08	1.08
(B) Factures exclues du (A) relatives à des dettes et créances litigieuses ou non comptabilisées												
Nombre des factures exclues	0						0					
Montant total des factures exclues	0						0					
(C) Délais de paiement de référence utilisés, contractuel ou légal (article L. 441-6 et article L. 443-1 du Code de commerce)												
Délais de paiement utilisés pour le calcul des retards de paiement	* Délais contractuels : 30 jours * Délais légaux :						* Délais contractuels : 30 jours * Délais légaux :					

FILIALES ET PARTICIPATIONS

Activité des filiales et participations

Vous trouverez dans le tableau annexé à notre bilan des informations relatives à l'activité et aux résultats des filiales de notre Société et des sociétés qu'elle contrôle.

Nous complétons ces informations par les éléments suivants :

- la société CEVEDE a réalisé un chiffre d'affaires de 59823835 € et dégagé une perte de 14 476 €,
- la société civile immobilière OASIS a réalisé un chiffre d'affaires de 15 586 € et dégagé une perte de 10 775 €.
- la société GAB 03 a réalisé un chiffre d'affaires de 11 682 787 € et dégagé un bénéfice de 94 973 €.
- la société BAYA n'a pas encore clôturé son premier exercice social.

RESULTATS - AFFECTATION

Examen des comptes et résultats

Nous allons vous présenter en détail les comptes annuels que nous soumettons à votre approbation et qui ont été établis conformément aux règles de présentation et aux méthodes d'évaluation prévues par la réglementation en vigueur.

Un rappel des comptes de l'exercice précédent est fourni à titre comparatif.

Au cours de l'exercice clos le 31 janvier 2018, le **chiffre d'affaires** s'est élevé à **647 913 euros** contre **793 976 euros** lors de l'exercice précédent, soit une variation de - 18,39%.

Le montant des autres produits d'exploitation s'élève à **1 918 euros** contre 1 490 euros pour l'exercice précédent, soit une variation de 28,72%.

Le montant des autres achats et charges externes s'élève à **66 233 euros** contre 48 217 euros pour l'exercice précédent, soit une variation de 37,36%.

Le montant des impôts et taxes s'élève à **11 700 euros** contre 13 780 euros pour l'exercice précédent, soit une variation de -15,09%.

Le montant des traitements et salaires s'élève à **257 715 euros** contre 140 337 euros lors de l'exercice précédent, soit une variation de 83,64%.

Le montant des charges sociales s'élève à **103 554 euros** contre 51 006 euros pour l'exercice précédent, soit une variation de 103,02%.

L'effectif salarié moyen à la clôture de l'exercice s'élève à **6 personnes** contre 4 personnes à la clôture de l'exercice précédent, soit une variation de 50,00%.

Le montant des dotations aux amortissements et provisions s'élève à **797 euros** contre 0 euro pour l'exercice précédent, soit une variation non significative.

Le montant des autres charges s'élève à **102 euros** contre 0 euro pour l'exercice précédent, soit une variation non significative.

Les charges d'exploitation se sont élevées à **440 101 euros** contre 253 342 euros pour l'exercice précédent, soit une variation de 73,71%.

Le résultat d'exploitation ressort pour l'exercice à **209 731 euros** contre 542 124 euros lors de l'exercice précédent, soit une variation de -61,31%.

Compte tenu d'un résultat financier de **362 544 euros** (10 347 euros pour l'exercice précédent), le résultat courant avant impôts ressort pour l'exercice à **572 274 euros** contre 552 471 euros pour l'exercice précédent, soit une variation de 3,58%.

Après prise en compte :

- du résultat exceptionnel de **-1 519 euros** contre -1 202 euros pour l'exercice précédent.
- d'un impôt sur les sociétés de **78 528 euros** contre 176 540 euros pour l'exercice précédent,

Le résultat de l'exercice se solde par **un bénéfice de 492 227 euros** contre un bénéfice de 374 729 euros au titre de l'exercice précédent, soit une variation de 31,35%.

Au 31 janvier 2018, le total du bilan de la Société s'élevait à **2 911 400 euros** contre 2 633 241 euros pour l'exercice précédent, soit une variation de 10,56%.

Proposition d'affectation du résultat

Nous vous proposons de bien vouloir approuver les comptes annuels (bilan, compte de résultat et annexe) tels qu'ils vous sont présentés et qui font apparaître un bénéfice de 492 227 euros

Nous vous proposons également de bien vouloir affecter le bénéfice de l'exercice clos le 31 janvier 2018 de la manière suivante :

Bénéfice de l'exercice	492 227 euros
Auquel s'ajoute :	
Le report à nouveau antérieur	174 729 euros
Pour former un bénéfice distribuable de	666 956 euros
 A titre de dividendes	200 000,00 euros
Soit 19,42 euros par action	
 Le solde	466 956 euros

En totalité au compte "**report à nouveau**" qui s'élève ainsi à **466 956 euros**.

Compte tenu de cette affectation, les capitaux propres de la Société seraient de **2 212 027 euros**.

Le dividende serait mis en paiement au siège social le **15 août 2018**.

Il est précisé que le montant des revenus distribués au titre de l'exercice clos le 31 janvier 2018 éligibles à l'abattement de 40 % prévu à l'article 158, 3-2° du Code général des impôts s'élève à 200 000,00 euros, soit la totalité des dividendes mis en distribution.

Nous vous informons que depuis le 1er janvier 2018, les dividendes supportent dès leur versement un prélèvement forfaitaire unique (PFU ou "flat tax") de 30%, soit 12,8% au titre de l'impôt sur le revenu et 17,2% de prélèvements sociaux.

Peuvent demander à être dispensées du prélèvement de 12,8% au titre de l'impôt sur le revenu les personnes physiques appartenant à un foyer fiscal dont le revenu fiscal de référence de l'avant-dernière année est inférieur à 50 000 euros (contribuables célibataires, divorcés ou veufs) ou 75 000 euros (contribuables soumis à une imposition commune). La demande de dispense doit être formulée, sous la responsabilité de l'associé, au plus tard le 30 novembre de l'année précédant le paiement du dividende.

L'option pour une imposition du dividende au barème progressif reste possible et doit être indiquée sur la déclaration de revenus. Dans ce cas, le prélèvement forfaitaire de 12,8% sera déduit de l'impôt dû. L'abattement de 40% sera maintenu mais les prélèvements sociaux seront assis sur le montant avant abattement.

Nous vous rappelons en outre que, conformément aux dispositions de l'article L. 136-7 du Code de la sécurité sociale, les prélèvements sociaux sur les dividendes versés aux personnes physiques fiscalement domiciliées en France sont soumis aux mêmes règles que le prélèvement mentionné à l'article 117 quater du Code général des impôts, c'est-à-dire prélevés à la source par l'établissement payeur, lorsque ce dernier est établi en France, et versés au Trésor dans les quinze premiers jours du mois suivant celui du paiement des dividendes.

Distributions antérieures de dividendes

Afin de nous conformer aux dispositions de l'article 243 bis du Code général des impôts, nous vous rappelons que les dividendes distribués au titre des trois derniers exercices ont été les suivants :

Exercice clos le 31 janvier 2015 :

200 000,00 euros, soit 19,42 euros par titre.

dividendes éligibles à l'abattement de 40 % : 200 000,00 euros

Exercice clos le 31 janvier 2016 :

200 000,00 euros, soit 19,42 euros par titre

dividendes éligibles à l'abattement de 40 % : 200 000,00 euros

Exercice clos le 31 janvier 2017 :

200 000,00 euros, soit 19,42 euros par titre

dividendes éligibles à l'abattement de 40 % : 200 000,00 euros

Dépenses non déductibles fiscalement

Conformément aux dispositions de l'article 223 quater du Code général des impôts, nous vous demandons enfin d'approuver les dépenses et charges visées à l'article 39-4 dudit code, qui s'élèvent à un montant global de 22 608 euros et qui ont donné lieu à une imposition de 7 536 euros.

Nous vous communiquons, conformément aux dispositions de l'article 223 quinquies du Code général des impôts, les chiffres globaux relatifs aux dépenses visées à l'article 39-5 dudit code.

CONVENTIONS REGLEMENTEES

Nous vous précisons qu'aucune convention entrant dans le champ d'application de l'article L. 227-10 du Code de commerce n'a été conclue au cours de l'exercice écoulé.

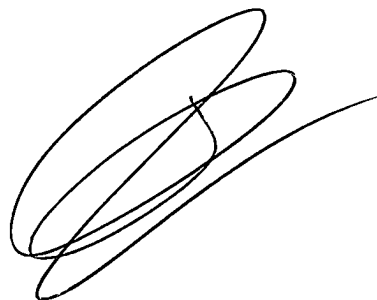
ADMINISTRATION ET CONTROLE DE LA SOCIETE

Nous vous précisons qu'aucun mandat de dirigeant ou de Commissaire aux Comptes n'est arrivé à expiration.

En conclusion, nous souhaitons que ces diverses propositions emportent votre approbation et que vous vouliez bien donner à votre Président quitus de sa gestion pour l'exercice social sur les comptes duquel vous avez à vous prononcer.

Nous vous invitons, après la lecture des rapports présentés par vos Commissaires aux Comptes, à adopter les résolutions que nous soumettons à votre vote.

Fait à CUSSET
Le Président

A large, stylized handwritten signature in black ink, consisting of several overlapping loops and a long horizontal stroke extending to the right.